

Le Burundi refuse le déploiement de policiers de l'ONU sur son sol

@rib News, 03/08/2016 – Source AFP Le gouvernement burundais a annoncé sans surprise "rejeter" la résolution de l'ONU adoptée vendredi à l'initiative de la France et qui prévoit le déploiement de 228 policiers dans le pays, estimant qu'elle enfreint sa souveraineté. "Le gouvernement du Burundi rejette toute disposition de la résolution en rapport avec l'envoi d'une force quelconque sur son territoire", écrit le porte-parole du gouvernement, Philippe Nzobonariba, dans un communiqué reçu mercredi.

La résolution 2303 adoptée "en violation des principes fondamentaux régissant la famille des Nations unies" et "la souveraineté (du) territoire" burundais, ajoute ce communiqué. Le Conseil de sécurité a voté vendredi cette résolution proposée par la France et prévoyant le déploiement progressif de 228 policiers de l'ONU au Burundi, pour tenter d'y ramener le calme et de faire respecter les droits de l'Homme. Cette résolution demande au gouvernement burundais de "coopérer pleinement" avec la force de police onusienne. Mais ce gouvernement avait manifesté dès samedi son rejet de cette décision, en organisant une manifestation devant l'ambassade de France à Bujumbura pour la dénoncer. Les milliers de partisans du régime qui étaient descendus dans les rues de la capitale s'en étaient pris verbalement à la France. Les mêmes critiques sont reprises mercredi dans le communiqué gouvernemental, qui dénonce une résolution adoptée sans "le consentement" du Burundi. Interrogé, le Quai d'Orsay a répondu en appelant mercredi les autorités burundaises "à mettre en œuvre sans délai" la résolution. Le Quai d'Orsay souligne que le ministre des Affaires étrangères Jean-Marc Ayrault a rencontré mardi le facilitateur dans le dialogue inter-burundais, l'ex-président tanzanien Benjamin Mkapa, et lui a rendu "tout son soutien". Le pouvoir burundais a pourtant encore durci le ton dans ce dernier communiqué. Alors qu'il s'agit jusqu'ici de prêter à accueillir jusqu'à 50 policiers onusiens, il a carte blanche à l'armée pour cette éventualité. "Cette hypothèse n'a plus de raison d'être et (est) donc à reconsidérer, car les forces de défense et sécurité maintiennent parfaitement la situation à l'intérieur de tout le territoire national", a justifié M. Nzobonariba. - Atteinte à la liberté d'expression - Il a en revanche précisé que les 100 observateurs et 100 experts militaires qui devaient être déployés par l'Union africaine (UA) restaient "les bienvenus". Pour l'heure, seuls 32 observateurs et 14 experts sont cependant effectivement sur le terrain. La résolution de l'ONU prévoit que ses policiers soient envoyés à Bujumbura et dans tout le Burundi "pour une période initiale d'un an", et que leur mandat puisse être prolongé ou modifié si la situation empire. Ce texte exige de toutes les parties qu'elles "rejetent toute forme de violence" et demande au gouvernement burundais de respecter les droits de l'Homme et les libertés fondamentales. Le Burundi est plongé dans une grave crise émaillée de violences depuis que le président Pierre Nkurunziza a annoncé en avril 2015 sa candidature à un troisième mandat, avant d'être élu en juillet. Les violences ont déjà fait plus de 500 morts et poussé plus de 270.000 personnes à quitter le pays. Les enquêteurs de l'ONU ont dénombré, entre avril 2015 et 2016, 348 cas d'exécutions extrajudiciaires et 651 cas de torture, à l'actif des forces de l'ordre. Ils ont aussi recensé 134 meurtres de policiers et de civils proches du pouvoir, commis par des hommes non identifiés. Le régime burundais se voit également reprocher de porter atteinte à la liberté d'expression. Mercredi, Reporters sans frontières (RSF) a rappelé être sans nouvelles "depuis plus de 10 jours" du journaliste burundais Jean Bigirimana. Celui-ci serait détenu, selon l'organisation, par le Service national de renseignement (SNR, services secrets), qui dépend directement du président Nkurunziza. Le SNR est aussi soupçonné d'avoir tenté de tuer le journaliste burundais Boaz Ntaconayigize à Kampala, la capitale ougandaise. Celui-ci a été attaqué lundi soir par quatre individus, dont deux Burundais appartenant selon lui au SNR, a expliqué mercredi Patrick Nduwimana, le directeur de sa radio, Bonesha FM. Laissé pour mort, M. Ntaconayigize a pu être emmené à l'hôpital, et ses jours ne sont plus en danger.